



Communiqué de l'intersyndicale Second degré - Académie de Toulouse

2nd degré : en finir dans l'académie avec les préparations de rentrée à l'économie !

Depuis plusieurs jours, des mobilisations de collègues se succèdent pour dénoncer les conditions dégradées dans lesquelles se prépare la rentrée 2025 dans notre académie. Et si les collègues se mobilisent, c'est parce qu'ils vivent au quotidien cette dégradation, et depuis trop longtemps.

D'un département à l'autre, malgré les disparités géographiques et démographiques, ces mobilisations répondent à une même réalité : le recul de l'investissement public dans le financement des établissements, et ce qu'il engendre sur le terrain en termes de conditions de travail et d'enseignement. Ici, ce sont des classes qui ferment, mettant parfois en péril le maillage au plus près des familles, la présence de l'École de la République. Ailleurs, ce sont les effectifs de classe qui augmentent. Encore ailleurs, c'est un CDI trop peu ouvert pendant la semaine par manque de postes professeurs documentalistes, ou une vie scolaire mise en difficulté par manque de CPE, des internats sans infirmières, ou des assistantes sociales débordées, des médecins scolaires introuvables. Partout, nos collègues, quels que soient leurs métiers, y compris celles et ceux qui, souvent dans l'ombre, assurent les fonctions administratives et de soutien indispensables à l'action pédagogique des collègues plus directement au contact des élèves, se désespèrent de leurs conditions de travail sans cesse dégradées.

Toutes et tous portent à bout de bras un système scolaire qui n'en peut plus de son lent étouffement par les économies budgétaires, les difficultés de recrutement et l'insuffisance des postes qui ne couvrent plus correctement les besoins depuis trop longtemps : un peu partout dans l'académie, et depuis des années, c'est la même logique du redéploiement de moyens qui prévaut trop souvent, même quand les collectivités territoriales font le choix d'ouvrir des établissements pour qu'ils restent à taille humaine.

Ces difficultés ne sont pas nouvelles, mais elles s'aggravent et les personnels n'acceptent pas les discours autour d'une démographie scolaire en recul qui sert de prétexte aujourd'hui à la reprise de moyens, quand pendant des années les budgets successifs n'ont pas accompagné les hausses importantes du nombre d'élèves.

Nos organisations alertent, une nouvelle fois, sur l'état du système éducatif, plus particulièrement dans notre académie : en grande difficulté, et parfois à bout de souffle. La rentrée 2025 ne s'y prépare pas dans de bonnes conditions, et il n'est donc pas envisageable pour nos organisations de continuer ainsi : la baisse démographique qui se profile doit être l'occasion d'abaisser les effectifs des classes, de permettre un renforcement de l'accompagnement des élèves par tous les professionnels dont c'est le rôle. Cela suppose d'une part un plan d'urgence pour l'École publique et d'autre part de renforcer l'attractivité de nos métiers, en agissant fortement sur les salaires et les conditions de travail de nos collègues. Il faut agir dès maintenant en ce sens.

Depuis plusieurs jours, nos organisations syndicales soutiennent donc les personnels qui se mobilisent et accompagnent leurs mouvements, organisant les boycotts des instances de dialogue auxquelles sont présentées les redéploiements, les fermetures de classes et les suppressions de postes. Elles les appellent à poursuivre les mobilisations locales partout dans l'académie, et à porter dans le débat public les difficultés constatées à l'occasion de la préparation de la rentrée 2025.

Elles appellent enfin le rectorat et le ministère à répondre à leurs revendications légitimes.

Toulouse, le 26/03/25